

**Réponses de François Bayrou**

*Le 4 avril 2012*

I. Questions concernant la France

**1- Relation police/jeunes dans les quartiers défavorisés – Problèmes posés par les contrôles d'identité abusifs**

**Mettez-vous en place un système obligeant la police à remettre une attestation écrite pour chaque contrôle d'identité effectué, indiquant notamment les raisons motivant le contrôle ?**

Le problème de la relation avec la police dans les quartiers défavorisés est de retrouver la confiance.

La démarche demandant à ce qu'on donne aux personnes contrôlées un document mérite examen. Mais à quoi donc servirait ce document ? Et si le papier doit comporter le matricule du policier, ça signifie « donne-moi tes papiers » à l'envers. Les forces de l'ordre sont investies d'une mission par la société, elles ne sont pas dans un rapport individuel. Quand elles demandent des papiers d'identité, elles agissent sous le contrôle des autorités judiciaires ou après une infraction.

La solution c'est de restaurer une compréhension réciproque. Je favorise donc la réimplantation d'une police « enracinée » dans les quartiers. Je propose également qu'un représentant de l'État soit coordonnateur de toutes les actions de l'État dans les quartiers : la sécurité, l'école, l'aide sociale s'il le faut, avec obligation de résidence. Je suis pour qu'il y ait une réponse immédiate avec des prises en charge éducatives qui fassent que les policiers, à qui on doit demander d'être impeccables et qui ont le droit de se faire entendre, reprennent aussi confiance.

**2-Droits des femmes**

**Ratifierez-vous la Convention du Conseil de l'Europe sur la « prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique » afin d'appliquer ses dispositions en France ?**

Oui, je la ratifierai. Les violences conjugales sont un véritable fléau, qui font des milliers de victimes par an en France et l'amélioration de la place des femmes dans la société française est une de mes priorités. La Convention européenne pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes marque un tournant de par ses objectifs, mais d'énormes défis restent à relever.

Je propose qu'une loi cadre soit votée, pour permettre une amélioration significative de la formation des acteurs sociaux, médicaux et judiciaires amenés à prendre en charge les femmes victimes de violences conjugales, pour sensibiliser les jeunes à toutes les formes de violence, offrir à ces femmes des appartements refuges et pour mettre à la disposition du juge les moyens d'écarter les conjoints violents de leur victime et de les soumettre à un contrôle

médical.

### **3-Les Roms en France**

**Quelle politique avez-vous l'intention de promouvoir afin de garantir le plein respect des droits à la libre circulation et la non-discrimination des Roms d'Europe centrale ?**

La politique sécuritaire du gouvernement actuel a suscité la réprobation de la part de nos partenaires Européens et a terni la réputation de notre pays. Cibler une communauté entière est inacceptable. C'est une approche malsaine qui va à l'encontre des principes fondamentaux de la France. Ces personnes doivent être traitées dans le respect de leurs droits et de leur dignité, ce qui est toujours possible dans le cadre des procédures d'expulsion des personnes en situation irrégulière.

La France doit promouvoir une stratégie au niveau européen pour l'intégration des Roms d'ici 2020, afin qu'ils puissent être considérés comme des citoyens européens à part entière. Il sera nécessaire de mieux utiliser les fonds européens tout en adoptant une politique qui comporte un volet préventif, mettant l'accent sur l'éducation. Enfin il faut aider à un accès effectif au marché du travail, à un logement abordable et salubre pour ces personnes qui sont, contrairement aux idées reçues, à 90 % sédentaires. L'objectif est de prévenir l'extrême marginalisation.

## **II. Diplomatie et droits de l'homme**

### **4-Syrie/conséquence de « Printemps Arabe »**

**Êtes-vous d'accord pour maintenir une forte pression sur la Russie et la Chine afin que ces pays soutiennent une résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies dénonçant les violations des droits de l'Homme commises par les autorités syriennes ?**

**Afin de mieux écouter les organisations des sociétés civiles qui travaillent dans des environnements répressifs, vous engagerez-vous à les rencontrer à l'occasion de chaque visite officielle que vous ferez dans les pays à régime autoritaire ?**

Il faut espérer une transition démocratique rapide. Le chèque en blanc offert à la Syrie par la Russie et la Chine a ouvert le champ à la torture et à la répression. Ces deux pays portent une très lourde responsabilité morale et politique. Je souhaite l'intensification des pressions. La communauté internationale devra également entreprendre de poursuivre devant la justice les responsables d'atrocités.

Les organisations de la société civile sont les mieux placées pour détecter les besoins des populations. Ces organisations civiles ont le droit de participer au rétablissement de la démocratie dans leur pays. La France et l'UE devront prendre leur part dans le processus de transition en Syrie. Le peuple syrien mérite notre admiration. Il faut soutenir la lutte de tous ceux qui luttent pour la démocratie.

### **5- Afghanistan**

## **Quelle stratégie mettrez-vous en place afin de promouvoir une évolution de l'Afghanistan vers un état de droit et le respect des droits des femmes ?**

Le retrait d'Afghanistan des forces de la coalition est souhaitable le plus rapidement possible. Mais un retrait précipité serait une erreur qui remettrait la parole de la France en jeu, ainsi que son rapport avec ses alliés auprès de qui elle s'est engagée. La France doit respecter ses engagements envers le peuple afghan. Elle doit y être attentive au respect des droits des femmes. Le pays connaît le deuxième taux mondial de mortalité maternelle. 90 % des femmes y sont illettrées. La communauté internationale devra respecter ses promesses de soutenir financièrement et humainement la lutte contre ces violations des droits humains.

## **6- Lutte contre l'impunité – les cas de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la République Démocratique du Congo**

**Demanderez-vous aux autorités ivoiriennes, guinéennes et congolaises (RDC) de poursuivre de manière impartiale les individus qui, au cours des régimes antérieurs et actuels, ont été impliqués dans des crimes graves (crimes contre l'humanité, crimes de guerre) ?**

Aucun criminel ne doit être à l'abri de poursuites judiciaires où qu'il se trouve. Je me réjouis des récentes décisions de la Cour pénale internationale, mais il reste du chemin à parcourir.

## **7-Chine**

**Demanderez-vous publiquement et personnellement la libération immédiate de Liu Xiaobo, Prix Nobel de la Paix 2010, ainsi que celles des autres signataires de la Charte 08 ?**

Liu Xiaobo symbolise le combat non-violent pour la liberté et la démocratie en Chine. La communauté internationale a reconnu son courage et ses sacrifices en lui octroyant le prix Nobel de la Paix. Le régime chinois honorerait les Droits de l'Homme en prononçant la libération du prix Nobel de la Paix et des autres signataires de la Charte 08.

## **8-Russie**

**Demanderez-vous publiquement et personnellement aux autorités russes de respecter les droits humains, en particulier dans les Républiques du Caucase du Nord, dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques de Sotchi?**

La Russie doit respecter les droits humains, qu'il y ait des Jeux Olympiques ou non. Nous serions plus forts pour faire pression, si nous avions une approche européenne commune. C'est aux côtés de nos partenaires européens que nous avons à demander aux autorités russes de respecter les droits humains.

## **9-États-Unis/Lutte contre l'impunité pour les crimes graves**

**Défendrez-vous l'importance de la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves, quelle que soit la nationalité des individus ayant commis ces crimes, comme par**

**exemple, dans le cadre de procédures judiciaires lancées par la France au titre de la compétence universelle par rapport au camp Guantanamo ?**

Bien sûr, la lutte contre l'impunité des crimes fera partie de la politique de la France. Quelle que soit la nationalité des criminels, les actes de torture doivent être poursuivis.

**10-Orientation sexuelle et identité de genre**

**Dénoncerez-vous publiquement les lois et politiques de pays qui continuent de pénaliser l'homosexualité, en particulier ceux qui appliquent encore la peine de mort pour sanctionner l'homosexualité?**

Oui. L'orientation sexuelle de chacun ne peut pas être un motif de discrimination ou de peine carcérale. Il faut que la France joue un rôle important pour dénoncer et influencer les pays qui appliquent encore la peine de mort au motif de l'homosexualité.